

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

Brésil

L'« ouverture » à l'épreuve de l'austérité et des mobilisations ouvrières

Les développements de la lutte des classes se sont précipités au Brésil au cours des trois derniers mois. L'aggravation de la crise économique et la démission du général Golbery – éminence grise du régime – d'un côté, la tenue du II^e congrès du Parti des travailleurs (PT) et du I^{er} congrès de la classe travailleuse (Conclat) de l'autre, en constituent les traits saillants.

Le contexte de crise internationale exerce une pression croissante sur l'économie brésilienne. Alors que le taux d'expansion avait été maintenu à 7 % ou 8 % en 1980, on enregistre d'ores et déjà cette année une chute de 3 % de la production industrielle pour le premier semestre. Les plus récentes enquêtes officielles mentionnent un taux de chômage oscillant entre 6,5 % et 10 % dans les grands centres urbains. Mais le Service intersyndical de statistiques lié au ministère du Travail reconnaît pour la région de Sao Paulo que c'est en réalité un tiers de la population qui est atteinte par le chômage ou le sous-emploi.

Parallèlement, l'envol de l'inflation semble freiné. Mais la hausse annuelle des prix demeure aux alentours de 120 %, toujours selon les chiffres officiels. Certains produits alimentaires de base augmentent à une vitesse vertigineuse. Ainsi, le prix du lait a grimpé de 240 % en quatorze mois, entraînant une chute de 40 % dans la consommation des produits

laitiers. Et ce dans un contexte où la consommation de calories par tête d'habitant, après avoir atteint un sommet en 1975, a reculé de 13 %. La malnutrition fait des ravages.

Le désespoir de millions de paysans journaliers ou de sous-prolétaires urbains alimente une délinquance de masse et des explosions de colère. Au printemps dernier, des bandes de paysans du Nordeste fondaient soudain sur les villages pour en piller les supermarchés.

Les policiers chargés de les arrêter ont raconté que c'était là une tâche impossible : condamnés à mourir de faim, ces malheureux préféraient les balles à la faim.

La misère engendre à présent les trafics les plus hallucinants. Un reportage télévisé a révélé les dessous du trafic du sang dans les banlieues des grandes villes. Des chômeurs et des chômeuses vendent leur sang plusieurs fois par semaine, à deux ou trois dollars le litre, pour la fabrication du plasma industriel, exporté ensuite par des multinationales vers des régions en guerre. Dans un récent article du *Jornal do Brasil*, le poète Carlos Drummond de Andrade vient de révéler qu'« un impressionnant marché d'organes se développe à travers les petites annonces des journaux de plusieurs villes brésiliennes : on propose de vendre un rein, pour un prix à débattre »... Carlos Drummond commente : « Un nombre croissant d'individus se montrent prêts à perdre une partie de leur corps afin de préserver les parties restantes. On ne se défait plus d'une maison, de bijoux, de tableaux – que la majorité ne possède pas – mais d'un morceau de soi-même. Pourquoi garder deux reins si un seul suffit ? Si on donne déjà ses cornées par amour ou altruisme, pourquoi ne pas les vendre si les créanciers frappent à la porte ? Demain on proposera un pied, une jambe ou un œil. Pourquoi pas une oreille ? Le corps

humain est à vendre au détail. Vous avez besoin d'argent ? Coupez un morceau de votre corps et vendez-le ! »

Le sang des exploités brésiliens est drainé et bu, au sens quasi littéral du terme, par les grandes banques et les multinationales. Après sa tournée des bailleurs de fonds internationaux, au printemps dernier, le ministre de l'Économie Delfim Neto est rentré déçu en dénonçant la lâcheté des prêteurs qui, presque tous, avaient tiré sur les cordons de la bourse en exigeant un arrêt de la fuite en avant dans le miracle brésilien.

Delfim Neto, entré dans ses fonctions en partisan résolu de la croissance, s'est soudain converti en déflationniste intransigeant, ordonnant des coupes sombres dans les importations.

Pour la première fois depuis longtemps, la balance du commerce extérieur a fini par dégager en juin un surplus de 160 millions de dollars. Le déficit pour les six premiers mois de l'année n'est que de 282 millions contre 2 400 millions pour les six premiers mois de l'an dernier.

Dans l'équipe dirigeante, certaines voix – dont celle du général Golbery – se sont élevées pour réclamer des mesures de relance afin de cultiver la popularité de l'actuelle majorité dans la perspective des élections de 1982. On évoquait notamment l'octroi d'un 13^e mois de salaire pour les fonctionnaires. La réponse de Delfim Neto à la télévision a été catégorique : ni 13^e mois ni 17^e mois... Mais il a également annoncé un relèvement des cotisations sociales des employeurs et des employés et envisagé de supprimer l'augmentation semestrielle de 10 % supérieure à l'indice des prix pour les salaires allant d'une à trois fois le salaire minimum.

C'est que, malgré les efforts d'austérité, la

dette internationale dépassera les 65 milliards de dollars à la fin de l'année. Avec les taux d'intérêt en vigueur, le service de cette dette continue d'engloutir les ressources de l'économie brésilienne.

Comme pour symboliser le tournant de la politique économique et l'influence croissante de ceux que l'on surnomme les *Chicago boys* (les disciples de l'école monétariste de Chicago), parmi lesquels le directeur de la Banque centrale, Carlos Langoni, le président Figueiredo a signé le 15 juillet un décret de dénationalisation restituant au privé 100 des 564 grandes compagnies d'État...

L'« ouverture » à l'épreuve de l'austérité

L'adoption d'une politique d'austérité musclée, dans un contexte de récession internationale, hypothèque à l'évidence l'avenir de l'« ouverture » politique amorcée ces dernières années.

C'est dans le développement de ces contradictions que s'inscrit la démission soudaine, le 6 août dernier, du général Golbery. La presse brésilienne y voit une défaite de l'aile réformatrice « geiseliste » (du nom du général Geisel, président de 1974 à 1978), face à l'aile dure des « medecistes » (du nom du général Medici, président au début des années 1970).

Il est vrai que c'est un « medeciste » notoire, Milton de Abreu, qui a aussitôt remplacé Golbery au poste de chef de la maison civile de la présidence. De même, la démission de Golbery a été suivie d'une série de promotions d'officiers ultra-réactionnaires à des postes clefs, et surtout de l'ascension du général Medeiros, chef du service de renseignement militaire, comme successeur possible du président Figueiredo pour les élections présidentielles de 1984.

Mais le premier grand rendez-vous est pour l'année prochaine. Les gouverneurs des États seront élus à nouveau au suffrage universel,

pour la première fois depuis le coup d'État de 1964. En même temps, sont prévues des élections à l'Assemblée nationale ouvertes à tous les partis qui auront rempli les conditions de leur légalisation.

L'issue de ces élections suscite les plus vives inquiétudes dans les rangs de l'actuelle majorité et du parti au pouvoir, le Parti démocrate-social (PDS). Bien que les sondages soient peu fiables dans un pays comme le Brésil après 17 ans de dictature, ils fournissent une indication peu favorable à ce parti.

Le général Golbery, considéré comme le cerveau de l'« ouverture », avait proposé une série de mesures dans la perspective de cette échéance. Le 1^{er} mai, une équipe de policiers qui préparaient une provocation, avaient sauté avec leur propre bombe à Rio. Le scandale fut énorme. Le général Golbery voulait en profiter pour procéder à une épuration sélective afin d'affaiblir l'autonomie d'un secteur important de l'armée. L'affaire fut au contraire enterrée. Le général Golbery avait mijoté un projet de loi électorale sur mesure pour renforcer les chances du PDS. C'est le projet du général Medeiros qui l'a emporté. Enfin, le général Golbery voulait un train de mesures sociales pour se présenter aux élections dans une position pas trop désavantageuse. Ce fut le refus de Delfim Neto.

L'avenir de l'« ouverture » est de plus en plus étroitement surveillé. D'autant plus que, face au pouvoir et aux institutions de la dictature, pas à pas, au prix de mille difficultés quotidiennes, le mouvement ouvrier continue à progresser et à se dresser comme un réel pôle d'attraction, au point de provoquer tensions et déchirures dans les rangs de l'Église, jusqu'au sein de la hiérarchie.

Les communautés ecclésiastiques de base (CEB), qui sont au nombre de 80 000 environ

et rassemblent quelque 3 millions de Brésiliens dans des réunions hebdomadaires, ont longtemps été, sous la dictature, l'une des rares organisations sociales tolérées. Il en est résulté que le temps consacré à la prière et aux lectures édifiantes s'est réduit au profit des discussions sur les problèmes sociaux les plus brûlants, les conditions de vie, de logement, de santé, d'éducation. Il y a aujourd'hui dans ces communautés un fort courant de sympathie en faveur du Parti des travailleurs (PT) dirigé par Lula.

Récemment, Pedro Casadaliga, évêque de Sao Felix (Amazonie) a publiquement appelé à ne pas voter l'an prochain pour le PDS ni pour le Parti populaire (PP), l'autre parti de la bourgeoisie. Il laissait ainsi le choix entre le vote pour le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), d'opposition, ou pour le PT. L'évêque a été menacé d'expulsion du pays, mais la question des prises de positions politiques continue à diviser profondément l'épiscopat. Lors d'une cérémonie religieuse à la mémoire d'un des principaux chefs de l'armée, le père Vlukevicius a déclaré publiquement dans son homélie qu'en essayant de réconcilier le christianisme et le marxisme, certains cardinaux « ont fait plus de mal au pape que les balles de son assassin ».

Le ressort de ces différenciations qui travaillent en profondeur l'ensemble de la société brésilienne, demeure fondamentalement le développement d'un mouvement ouvrier indépendant de l'appareil d'État et émancipé du populisme bourgeois.

Les derniers progrès dans cette voie ont été enregistrés avec la tenue du II^e congrès du PT le 8 août, les résultats d'importantes élections syndicales et la tenue du congrès de la classe travailleuse (Conclat) le 23 août à Praia Grande, près de Sao Paulo.

Le congrès du Parti des travailleurs

200 délégués de tout le pays représentant 200 000 affiliés (1 pour 1 000), ont participé au II^e congrès du PT, qui a enregistré les progrès dans la construction du parti. Le PT remplit d'ores et déjà les conditions de légalisation dans 16 États, alors que 9 sont suffisants pour obtenir la légalisation nationale.

Le congrès a adopté une résolution dénonçant toute forme de pacte social et avançant un projet de mobilisation contre le chômage (voir encadré). Il a adopté une structuration démocratique du parti à partir des noyaux militants de base et non à partir de la machine électorale que constituent les directoires municipaux (seuls reconnus par la loi). Il a élu une direction collégiale de 92 membres, largement représentative des implantations régionales et des courants politiques présents au sein du PT.

En ce qui concerne l'orientation, deux débats ont été particulièrement animés.

Le premier à propos de la grève générale. Le 1^{er} mai dernier, Lula lui-même avait avancé la perspective de la grève générale. Les délégués au congrès du PT se sont emparés de l'idée et ont voulu qu'elle figure dans le document d'orientation.

Lula s'y est opposé, mais il a été largement battu lors du vote sur l'amendement. L'un des avocats du parti est alors intervenu pour expliquer que l'inclusion de cette idée dans la plate-forme pourrait offrir à la dictature un prétexte à des tracasseries et à de nouveaux obstacles contre la légalisation du parti. Peu convaincus, les délégués se sont inclinés devant cet argument. La perspective de la grève générale est donc votée comme référence interne mais ne figurera pas dans le document d'orientation public...

Il n'en demeure pas moins que le vote sur

le fond des délégués est révélateur d'un progrès profond dans la conscience de la dynamique du combat. Après les grandes luttes des métallurgistes de l'ABC, et notamment les quarante jours de grève du printemps 1980, il devient clair pour un nombre croissant de militants qu'une épreuve de force centrale est inévitable, qu'il ne sera pas possible de vaincre le chômage et d'en finir avec la dictature sans une centralisation des luttes.

Si la grève générale a disparu de la version finale de la résolution du PT, le vote majoritaire lui a néanmoins donné une légitimité telle que les militants du PT dans leurs syndicats se sont souvent mobilisés pour la proposer dans les plates-formes de préparation du Conclat. Elle fait ainsi son apparition dans de nombreuses plates-formes régionales ou de branche des Enclat (les rencontres régionales de la classe travailleuse qui ont préparé le Conclat).

La discussion sur les élections s'est conclue provisoirement sur une résolution, largement majoritaire, en faveur de la présentation de candidats indépendants du PT partout où ce sera possible (voir encadré page suivante). La position favorable à une large coalition d'opposition a été très minoritaire.

En revanche, la discussion sur le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, qui avait été rejeté dans la confusion par le I^{er} Congrès du PT, en mai 1980, n'a pas été reprise, bien qu'entre-temps certains congrès régionaux aient adopté ce mot d'ordre.

Les élections syndicales

L'autre fait marquant des dernières semaines, ce sont les résultats des élections syndicales de la métallurgie à Sao Paulo et dans sa banlieue Sao Bernardo, fief de Lula. Les deux tests étaient très différents.

À Sao Bernardo, la liste 1, avec à sa tête Jair et bénéficiant du soutien de Lula, était en compétition avec une liste d'opposition animée par Osmar Mendonça et « Alemao », tous deux dirigeants de la grande grève de 1980. Mendonça avait en outre fait partie de la direction du PT de Sao Paolo avant d'abandonner le parti. Leur liste était inspirée par le courant néostalinien du journal *Hora do Povo*. Ils menèrent une campagne très agressive, s'appropriant le populaire symbole des métallurgistes de l'ABC, diffusant une propagande calomnieuse accusant Lula de connivence avec la CIA, allant jusqu'aux agressions physiques à la porte des usines.

Le résultat fut une écrasante victoire pour la liste de Jair, avec 27 635 voix (86 %) contre 2 901 voix (9 %) à la liste Mendonça-« Alemao ». Indirectement, cette victoire constitue un véritable plébiscite en faveur de Lula et confirme le maintien de sa popularité que d'aucuns prétendaient émoussée.

À Sao Paulo, le cas était tout autre. Il s'agit du plus grand syndicat ouvrier d'Amérique latine, dirigé par un *pelego* (bureaucrate jaune) notoire, Joaquim dos Santos Andrade. Ce syndicat, subordonné au ministère du Travail, conformément à la loi syndicale en vigueur, est censé représenter les 400 000 métallos du grand Sao Paulo à l'exclusion des banlieues comme Osasco ou l'ABC. À la différence de ces banlieues, où se trouvent concentrées les grandes firmes automobiles modernes comme Ford, Volkswagen, Mercedes-Benz, la métallurgie de Sao Paulo est composée pour une bonne part d'entreprises moyennes et petites, dispersées et caractérisées par un *turn over* accéléré de la main-d'œuvre. Dans ces conditions, l'appareil syndical qui, avec ses quelque 400 permanents, avocats, médecins, fournit un service d'assis-

tance sociale parfois indispensable, est tout-puissant face à une base atomisée.

De plus, il n'hésite pas à recourir à des méthodes de gangster, comme ce fut encore le cas en février dernier dans les assemblées convoquées pour discuter des accords salariaux. Les hommes de main de l'appareil s'imposèrent à la barre de fer pour faire taire les porte-parole de l'opposition syndicale.

Mais, cette fois, l'enjeu allait au-delà du simple maintien de la vieille direction à la tête du syndicat. Grâce au soutien et à la caution que lui apportent le PC et le courant *Hora do Povo*, Joaquim devient le leader potentiel d'une bureaucratie rénovée, moins directement subordonnée à l'État et susceptible de donner l'illusion d'une plus grande indépendance syndicale.

Dans la perspective de la construction d'une confédération syndicale, qui paraît désormais inévitable à une partie non négligeable du patronat, il apparaît comme un anti-Lula et un secrétaire général en puissance.

Or, malgré les méthodes peu scrupuleuses habituelles, les élections syndicales de Sao Paulo n'ont donné à Joaquim qu'une victoire d'une courte tête et au second tour. Pire, sa liste a été nettement battue dans les votes au sein des entreprises : 17 000 voix contre 14 000. Il n'a réussi à sauver la partie que grâce à l'appoint du vote des retraités (3 500 voix environ contre 500 à l'opposition) et au résultat des urnes volantes baladées dans les toutes petites unités de production...

Cette victoire sur le fil semble en définitive due davantage à la division de l'opposition, qui n'avait pas réussi à se rassembler derrière le nom de Valdemar Rossi et se trouvait représentée par deux listes concurrentes, qu'à l'autorité du premier *pelego* du pays. Le résultat traduit une radicalisation dans des secteurs plus arriérés et moins concentrés de la classe

ouvrière brésilienne. Il inflige un camouflet à Joaquim, à la veille de la tenue du Conclat, où il était censé jouer le premier rôle.

La première réunion du conclat

Près de 5 000 délégués de syndicats se sont donc réunis le 23 août près de Sao Paulo. Cette conférence de la classe travailleuse constitue la première grande réunion intersyndicale depuis le coup d'État de 1964. Si le régime a fermé les yeux, la réunion n'en est pas moins illégale selon la loi corporatiste en vigueur qui subordonne directement les syndicats de branche et de métiers au ministère du Travail, en excluant toute forme de coordination horizontale à l'échelle locale ou nationale.

La conférence avait à l'ordre du jour des discussions sur le droit au travail, le syndicalisme, la sécurité sociale, la politique salariale, la politique agraire et les grands problèmes nationaux. Les thèmes les plus vivement discutés ont été ceux de la convocation d'une Assemblée constituante, le droit de grève, la réforme agraire, la mise sur pied d'un salaire minimum unifié à l'échelle nationale (et non plus régionale comme c'est le cas aujourd'hui). Deux grands courants se sont affrontés dans ces débats.

D'un côté, celui qu'incarne Joaquim et qui regroupe une partie de la bureaucratie traditionnelle, renforcée par le PC et le courant *Hora do Povo*. De l'autre, le courant des syndicalistes dits « authentiques » (dont Lula fut le symbole), des oppositions syndicales, des secteurs radicalisés de l'Église, qui se trouve aujourd'hui rassemblé derrière le projet du PT. Entre ces deux courants, la question de la préparation de la grève générale, combattue par le premier et soutenue par le second, fut l'une des plus polémiques.

Finalement, les délégués ont nommé une

commission de 54 membres représentant les différentes tendances du syndicalisme et décidé de créer une centrale unique des travailleurs dont le congrès constitutif devrait avoir lieu en août 1982.

1^{er} septembre 1981.

Le drapeau central du PT

Résolution du II^e congrès du PT sur le chômage

Le PT appuie effectivement – et ses militants feront en sorte que cet appui se manifeste quotidiennement pour les travailleurs – les luttes des mouvements populaires contre la politique de récession du régime et ses manifestations les plus ressenties par les travailleurs : le chômage et le sous-emploi de la ville et des campagnes.

En ce sens, le PT dénonce et combat les tentatives du régime pour établir un pacte social, dont le véritable but est de baisser les salaires et démobiliser les travailleurs en les détournant de leurs intérêts et de leurs luttes.

Le PT considère que la riposte des travailleurs à la politique de récession, au chômage et aux conditions de travail désastreuses, réside dans la mobilisation et l'organisation sur la base de la plate-forme suivante : a) liberté et autonomie syndicale ; b) stabilité de l'emploi ; c) baisse du coût de la vie avec blocage des loyers et des charges ; d) réajustement semestriel des salaires ; e) semaine de 40 heures sans diminution de salaire ; f) réforme agraire radicale ; g) abandon de l'actuelle politique économique et abrogation de la loi de sécurité nationale (LSN) ; h) pour une centrale unique des travailleurs construite démocratiquement à partir de la base.

Le PT prend aujourd'hui comme drapeau central la lutte contre le chômage et appelle

tous les travailleurs des villes et des campagnes à s'en emparer.

En brandissant ce drapeau, le PT organisera au cours de la seconde quinzaine de septembre une journée nationale de lutte contre le chômage, soutenant toutes les initiatives du mouvement syndical allant dans ce sens et popularisant les thèmes de lutte des travailleurs. La lutte contre le chômage a deux aspects prioritaires : pour la stabilité de l'emploi et pour un salaire pour les chômeurs.

Visant à unifier l'action des militants du PT dans le mouvement syndical, le PT tiendra une rencontre nationale de ses militants qui agissent dans le mouvement syndical, préparée par des rencontres municipales et régionales. Il revient au directoire national de mettre ce projet à exécution.

Dans le même but, le PT réalisera une rencontre des ouvriers agricoles pour discuter des formes spécifiques de lutte contre le chômage et définir une politique agraire conforme aux intérêts des travailleurs.

Le PT appelle ses militants, délégués élus pour participer au Conclat, à participer à la réunion que des dirigeants syndicaux combattifs, non nécessairement liés au PT, convoquent pour les 19 et 20 août à Sao Bernardo. Ces syndicalistes, d'accord avec les positions que nous défendons, définiront une participation au Conclat visant à garantir la tenue d'une rencontre démocratique qui réponde réellement à l'attente des travailleurs brésiliens.

Des candidats du PT à tous les niveaux

Résolution du II^e congrès du PT sur la situation politique et les élections

L'élargissement de l'organisation à la base à travers la formation massive des noyaux doit être considéré comme la tâche fondamentale pour que notre intervention dans le processus électoral puisse correspondre à une organisation effective des travailleurs.

Le PT lutte pour des élections libres et directes en 1982 et 1984, et combat l'établissement de règles qui dénaturent le caractère démocratique du vote (telles que le vote bloqué, le vote par district, la limitation de la propagande électorale ou l'interdiction des coalitions).

Notre réponse à ces mesures antidémocratiques réside dans la mobilisation des travailleurs et la lutte pour des élections libres et directes, et non pas dans des accords de sommet ou des fusions avec d'autres partis.

Le PT rejette également la condamnation de ses dirigeants au nom de la loi de sécurité nationale (LSN), afin de les déclarer inéligibles. En ce sens, le PT poursuit sa lutte pour l'abrogation de la LSN et contre toutes les dispositions d'inéligibilité imposées par le régime.

Le PT présentera en 1982 des candidats à tous les niveaux, pour tous les mandats légis-

latifs et exécutifs, en participant sous son propre sigle et en maintenant son indépendance politique.

La présentation de candidats du PT doit donc être précédée d'un vaste débat au sein du parti pour élaborer un programme de gouvernement à l'échelle nationale comme au niveau des États et des municipalités. La désignation des candidats ne devra avoir lieu qu'après la définition de la tactique électorale.

Le débat qui précède la désignation des candidats du PT doit être étendu aux mouvements populaires, où le parti doit chercher des contributions pour l'élaboration du programme de gouvernement, la tactique électorale et y compris la désignation de candidats.

A titre indicatif, sont proposés comme axes pour le programme de gouvernement : la démocratisation de l'administration publique ; la fin de la répression et le démantèlement des corps de répression ; la possession de la terre pour ceux qui y vivent et qui la travaillent.

Le processus de discussion sur la question électorale dans le PT débouchera sur la réalisation, d'ici à janvier, de rencontres démocratiques, municipales, régionales et nationales, dans lesquelles seront discutés et approuvés le programme de gouvernement, la tactique électorale et le choix démocratique des candidats du parti.

Inprecor n° 109 du 28 septembre 1981